

ARRETE ACCORDANT UN PERMIS DE CONSTRUIRE (PC)

Délivré au nom de la commune

DEMANDE PC0122232600005

De GAEC ELEVAGE BESSON

Demeurant Les Prades 12420 Argences en Aubrac

Dossier complet le 07/04/2026

Avis de dépôt affiché le 06/03/2026

Pour Construction d'un Bâtiment d'Elevage

Sur un terrain sis 12420 Argences en Aubrac

SURFACE DE PLANCHER

créée : 2600 m²

Le Maire de ARGENCES-EN-AUBRAC,

Au nom de la commune

VU la demande susvisée ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22 ;

Vu le plan local d'urbanisme de Sainte-Geneviève-sur-Argence approuvé le 25 septembre 2013 ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 16/04/2026,

Vu l'avis du SIEDA en date du 26/05/2026,

Vu l'avis du Département de l'Aveyron, d'Aveyron Services #Mobilités – Nord, en date du 01/06/2026,

Vu l'avis de la CDPENAF en date du 12/06/2026,

Considérant que l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations* » ;

Considérant qu'il n'est pas établi si le projet, objet de la demande, est desservi ou non en eau potable ;

Considérant que le projet doit être alimenté conformément au Règlement Sanitaire Départemental qui prévoit « *Les bâtiments sont approvisionnés en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour l'abreuvement des animaux* » ;

Considérant que le terrain objet de la présente demande n'est pas desservi par le réseau public d'électricité ;

Considérant l'article L 332-8 du code de l'urbanisme qui dispose qu'« *Une participation spécifique peut être exigée des bénéficiaires des autorisations de construire qui ont pour objet la réalisation de toute installation à caractère industriel, notamment relative aux communications électroniques, agricole, commercial ou artisanal qui, par sa nature, sa situation ou son importance, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels* » ;

Considérant que le projet de construction d'un bâtiment d'élevage nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels qui peuvent être portés à la charge du bénéficiaire de l'autorisation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

Le PERMIS DE CONSTRUIRE (PC) est accordé sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Le projet ne peut être réalisé que dans le strict respect des prescriptions suivantes :

Le présent projet donne lieu au versement d'une participation pour équipement public exceptionnel à la charge du demandeur du permis de construire (en application de l'article L.332-8 du code de l'urbanisme) d'un montant de 11 300 € (onze mille trois cents euros) destiné à financer l'extension du réseau d'électricité pour la desserte du bâtiment d'élevage.

ARTICLE 3 : OBSERVATIONS

- Le bâtiment sera approvisionné en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour l'abreuvement des animaux.
- Pour les raccordements aux réseaux sur la route départementale, une permission de voirie auprès d'Aveyron Services #Mobilités – Territoire Nord, devra être déposée. Compte tenu des travaux de réfection de chaussée ayant été réalisés en juillet 2021, il conviendrait d'éviter des travaux destructifs sur le réseau départemental.

Fait à ARGENCES-EN-AUBRAC,
Le 3 juillet 2026

Le Maire

Jean VALADIER



Délais et voies de recours : Le demandeur peut contester la légalité de la décision qui lui a été notifiée.

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le demandeur peut également, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Le délai de recours contentieux, mentionné ci-dessus, n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux (Article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme).

De plus, conformément à l'article L 412-2 du code des relations entre le public et l'administration, en cas de refus ou d'accord avec prescription fondé sur l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France, le demandeur peut former un recours administratif auprès du Préfet de région (Direction Régionale des Affaires Culturelles). Dans ce cas, ce recours administratif est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Durée de validité : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Droit des tiers : Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Commencement des travaux : Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Achèvement des travaux : Conformément à l'article L462-1 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra déclarer l'achèvement de ses travaux en déposant en mairie une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT).

Conformément à l'article 1635 quater P du code général des impôts, le pétitionnaire redevable de la taxe d'aménagement doit également déclarer, suivant des modalités définies par décret, les éléments nécessaires à l'établissement de celle-ci dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle la taxe devient exigible.

Assurances : Si le projet comporte des constructions, le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire une assurance dommage-ouvrage prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.